



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Philippines

Question écrite n° 47916

Texte de la question

M. Georges Tron attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des dix-neuf personnes retenues en otage sur l'île de Jolo, aux Philippines. Malgré les assurances que tout est mis en oeuvre pour obtenir au plus vite leur libération, rien de bien optimiste pour le moment n'est venu rassurer leur famille, leurs amis et tous ceux qui espèrent un dénouement rapide. Aussi il lui demande de lui indiquer clairement où en sont les négociations pour leur libération.

Texte de la réponse

Un groupe de vingt et une personnes a été enlevé sur l'île malaisienne de Sipadan, le 23 avril dernier, et se trouve actuellement retenu sur l'île de Jolo, dans le sud des Philippines. Parmi eux se trouvaient deux ressortissants français, Mlle Sonia Wendling et M. Stéphane Loisy, ainsi qu'une ressortissante libanaise en cours de naturalisation française, Mme Marie Moarbes. Par la suite, un journaliste allemand et une équipe de journalistes français de télévision ont, à leur tour, été pris en otages. Dès le début de la crise, la France a fait valoir aux autorités philippines toute l'importance qu'elle attachait à la libération des otages sains et saufs. Un message a été adressé par le Président de la République au Président Estrada pour marquer notre préoccupation quant au sort des otages et demander aux autorités de Manille de veiller à ce qu'aucune action ne soit entreprise qui puisse mettre leur vie en péril. Le ministre des affaires étrangères a pour sa part adressé plusieurs messages en ce sens à son homologue philippin, M. Siazon, à titre national ainsi que conjointement avec ses collègues allemand et finlandais, eux aussi concernés par la prise d'otages, le 4 mai 2000. Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères a envoyé à Manille un émissaire spécial (le directeur d'Asie et d'Océanie dans un premier temps, puis le directeur adjoint des Français à l'étranger et des étrangers en France) afin de rappeler aux autorités philippines nos préoccupations et nos demandes et de l'informer de l'évolution de la situation. Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, lors d'une réunion informelle qui s'est tenue aux Açores le 6 mai, ont appelé le gouvernement philippin à résoudre la crise par des voies pacifiques. Ils ont décidé de l'envoi aux Philippines du haut représentant de l'Union européenne, M. Javier Solana. Arrivé à Manille le 9 mai, il s'est entretenu, en compagnie des ambassadeurs européens, avec le Président Estrada. Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères s'est lui aussi rendu à Manille à la demande du ministre le 25 mai. Il a rencontré, en compagnie des envoyés spéciaux allemand et finlandais, le Président Estrada, le ministre des affaires étrangères et le secrétaire général de la présidence, auxquels il a redit combien la sécurité des otages et la recherche de leur prompt libération, sains et saufs, devaient continuer à inspirer leur action. L'ambassade de France, en liaison avec celles d'Allemagne et de Finlande, a également demandé aux autorités philippines l'établissement d'un couloir humanitaire afin que des vivres, des médicaments et d'autres produits puissent parvenir aux otages régulièrement. Les ambassadeurs des pays concernés à Manille sont en concertation permanente sur ce dossier et suivent avec une particulière vigilance la situation des otages et l'évolution des discussions entre les autorités philippines et les ravisseurs. Enfin, le ministre des affaires étrangères et ses collègues allemand et finlandais se sont rendus à Manille le 13 juillet afin d'y rencontrer le chef de l'Etat philippin, le Président Estrada, et les plus hauts responsables de ce pays afin de souligner une fois encore l'attention que

les trois pays apportent à cette affaire et leur désir d'obtenir la libération rapide des otages dans le respect de leur sécurité. Par ailleurs, le ministère des affaires étrangères est en relation régulière avec les parents de nos compatriotes, qui ont en outre été reçus à plusieurs reprises par les responsables concernés. Ces contacts permettent de tenir informés au mieux les parents de l'évolution de la situation comme de l'état de santé de leurs proches. Ils permettent également d'assurer, dans la mesure du possible, des échanges de messages entre les familles et leurs enfants, via l'ambassade de France à Manille. Des négociations se sont ouvertes entre les autorités philippines et les ravisseurs. Elles se poursuivent actuellement. Un otage malaisien a été libéré le 22 juin dernier.

Données clés

Auteur : [M. Georges Tron](#)

Circonscription : Essonne (9^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47916

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 juin 2000, page 3622

Réponse publiée le : 31 juillet 2000, page 4491